Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-29** **14/01/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidatures : 7 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de directeur(rice) général adjoint de l'ANSES en charge des ressources (catégorie A+) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chef(fe) de projet scientifique en évaluation de risque sanitaire (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques en génomique bactérienne (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) :

1 poste d'économiste senior - analyste des politiques publiques (catégorie A ou A+) à PARIS (75).

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM) :

1 poste de gestionnaire des aides nationales et communautaires (F/H) (catégorie B ou B+) à MONTREUIL (93).

Organisation mondiale de la santé animale (OIE) :

1 poste d'assistant(e) technique (catégorie A+) à PARIS (75).

Premier Ministre/Secrétariat Général des Affaires Européennes (SGAE) :

1 poste d'adjoint(e) auprès du chef de secteur "industrie - télécommunications - postes - société de l'information - environnement - énergie - compétitivité - recherche - espace (ITEC)" (catégorie A) à PARIS (75) - date limite de candidature : 31 mars 2015.

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 06/01/2015

Poste à pourvoir	**Directeur général adjoint de l'Anses en charge des ressources (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction générale

Missions / contexte

Le directeur général adjoint en charge des ressources (DGAR) a la responsabilité hiérarchique directe sur :

- La direction des ressources humaines
- La direction financière
- La direction des achats
- La direction technique et informatique
- Le service des affaires juridiques
- La mission hygiène, sécurité et défense

L'ensemble des équipes dont il assure la responsabilité hiérarchique directe représente un effectif d'environ 120 personnes. Elles assurent la gestion d'un budget de 130 M€ par an, le suivi d'un effectif de 1300 personnes, l'entretien et l'évolution d'un parc immobilier réparti sur une quinzaine de sites en France.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions/ activités

Sous l'autorité du Directeur général, le DGAR participe au Conseil d'administration, au Comité exécutif et au Comité de direction.

Au-delà du management de ces équipes, le DGAR a la responsabilité, par délégation du directeur général :

- De présider la tenue d'instances représentatives du personnel (Comité technique, CHSCT, Commission consultative paritaire) ;
- D'assurer le lien avec les ministères de tutelle et la direction du budget (tenue des pré-CA, comités de liaison avec les ministères), pour toutes les questions relevant de son champ de compétences ;
- De suivre les évolutions législatives et réglementaires relevant du champ de compétences de l'agence et l'ensemble des affaires juridiques ;
- De conduire le processus d'élaboration des budgets annuels (tenue de conférences budgétaires avec chaque entité de l'agence), et de présenter le projet de budget au Conseil d'administration ;
- De suivre les questions déontologiques propres à l'agence, et d'assurer le lien avec le comité de déontologie et de prévention des conflits d'intérêt.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Corps de haut fonctionnaire

Expériences similaires

Cadre supérieur de la Fonction publique ayant une solide expérience d'animation et de pilotage d'activités de soutien, de management d'équipes importantes et d'accompagnement du changement

Compétences

- Maîtrise du pilotage de l'ensemble des activités des fonctions supports
- Excellent sens relationnel, leadership
- Force de proposition et de conviction, aptitudes à définir et impulser les politiques des fonctions supports au service d'activités scientifiques de haut niveau
- Capacité à fédérer des équipes autour d'un projet d'établissement
- Aptitudes à la communication et à la négociation dans un contexte complexe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31/01/2015

Renseignements sur le poste : Sonia Vigouroux (sonia.vigouroux@anses.fr; 01 56 29 52 01)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-001 à :

recrutement@anses.fr

Date : 12/01/2015

Poste à pourvoir	**Chef de projet scientifique en évaluation de risque sanitaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Vous intégrez, au sein des équipes de la Direction de l'évaluation des risques (DER), l'unité en charge de l'évaluation des dangers et des risques des substances.

Missions / contexte

L'unité est chargée d'évaluer les risques sanitaires liés aux produits chimiques et plus particulièrement contenus dans des préparations ou des articles commercialisés ainsi que d'établir des valeurs de référence (VR)[1]. Elle assure notamment à cet égard, la coordination scientifique des Comité d'Experts Spécialisés (CES) « caractérisation des dangers des substances et valeurs toxicologiques de référence » et « Expertise en vue de la fixation de valeurs limites d'exposition à des agents chimiques en milieu professionnel» ainsi que de plusieurs groupes de travail composé d'experts indépendants qui assistent l'agence dans la mise en œuvre de ses missions d'expertise.

[1] L'UEDRS est impliquée dans l'élaboration des Valeurs toxicologique de référence (ou VTR), des Valeurs limites d'exposition professionnelles (ou VLEP) et des Valeur guide de qualité d'air intérieur(ou VGAI)

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le titulaire du poste assure le pilotage opérationnel des activités d'expertise scientifique en vue de l'établissement de valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) et de valeurs biologiques en milieu professionnel. Cette mission d'expertise constitue un enjeu majeur de l'unité et est un des 4 axes prioritaires de l'agence dans le domaine de la santé au travail.

Il peut également être amené à apporter un appui scientifique et technique pour la réalisation des expertises pour les autres valeurs de référence établies au sein de l'unité.

Activités

Elles consisteront plus particulièrement à assurer :

1) Le secrétariat scientifique d'un comité d'expert en lien avec la fixation de valeurs limites d'exposition à des agents chimiques en milieu professionnel qui vise à :

- animer un (des) groupe(s) d'experts et leur apporter un appui scientifique
- coordonner la préparation, animer les réunions
- recenser et collecter des données bibliographiques
- analyser des publications scientifiques et des rapports d'études dans son champ de compétences
- contribuer à la rédaction de rapports d'expertise et structurer la démarche méthodologique d'élaboration des VLEP,
- développer les relations avec les autres instances d'expertise scientifique en matière de VLEP
- contribuer à la rédaction des avis de l'Agence, sur la base des travaux d'expertise collective
- assurer le suivi des travaux d'expertise avec les demandeurs (ministères de tutelle, associations, *etc*.)
- restituer les travaux du (des) groupe(s) d'experts en interne et à l'extérieur de l'Agence
- valoriser les travaux d'expertise produits au niveau national ou européen (congrès, instances internationales, *etc*.)

2) La coordination scientifique des travaux d'expertise en matière de VLEP qui vise à **:**

- coordonner les travaux de plusieurs groupes de travail mis en place en appui des travaux menés avec le CES, en particulier le groupe de travail sur les indicateurs biologiques d'exposition (IBE)
- veiller à la cohérence avec les travaux d'expertise menés au sein de l'unité en vue de l'établissement de valeurs toxicologiques de référence et de valeurs guides pour l'air intérieur
- Participer à l'animation du réseau d'experts

3) Un appui scientifique et technique aux travaux de l'unité

- assurer une veille bibliographique, scientifique, technique, dans les domaines d'activités de l'unité
- participer aux travaux d'élaboration des IBE (analyse de données de cinétique, de biosurveillance, évaluation de modèles PB-PK)
- préparer et suivre certains travaux de recherche en appui à la réalisation d'expertises

Dans le cadre de ces missions, vous travaillerez en collaboration avec les autres unités de la DER et de l'Agence impliquées.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Pharmacien, médecin, vétérinaire, toxicologue, évaluateur de risques sanitaires ou BAC + 5 en sciences (biologie, chimie, santé publique, …)

Expériences similaires

Une expérience antérieure, d'au minimum 5 ans, en toxicologie ou en évaluation des risques est demandée.
Une expérience dans le domaine de l'élaboration de valeurs de références serait en particulier appréciée.

Compétences

- Connaissances solides en toxicologie et caractérisation du danger d'une substance
- Connaissances en surveillance biologique des expositions et sur les indicateurs biologiques
- Connaissances en cinétique, modélisation PB-PK
- Connaissances en évaluation quantitative des risques sanitaires, en épidémiologie et en santé publique
- Connaissances en réglementation du travail et des substances chimiques
- Intérêt et forte implication pour les domaines de la santé travail, de la santé environnementale et de la santé publique
- Aptitudes rédactionnelles
- Capacité à travailler en équipe dans le cadre de la pluridisciplinarité
- Autonomie et rigueur
- Bon niveau d'anglais

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er février 2015

Renseignements sur le poste : christophe.rousselle@anses.fr/ dominique.brunet@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-125 à : recrutement@anses.fr

Date : 12/01//2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques en génomique bactérienne (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou fonctionnaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**1er mars 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur	Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort Département des contaminants microbiologiques des aliments
Missions / contexte	La détection, l'identification et la caractérisation des dangers microbiologiques d'origine agroalimentaire sont des missions prioritaires du laboratoire. Ces actions, portées par le département des contaminants microbiologiques des aliments, s'inscrivent dans le cadre du contrôle, de l'appréciation du risque et de la surveillance des pathogènes transmis par les aliments. Elles s'exercent notamment dans le cadre de mandats de référence nationaux et/ou européens notamment sur *Salmonella*, *Listeria* ou *Staphylococcus*. En particulier, le département collecte l'ensemble des informations pertinentes relatives à ces agents bactériens afin de réaliser une surveillance épidémiologique. Ces nombreuses données sont exploitées et utilisées pour la détection de clones émergents et l'investigation des foyers de toxi-infections alimentaires (collectives) humaines. Dans le cadre de son activité de recherche, le département développe, valide et applique de nouvelles méthodes moléculaires pour améliorer les capacités d'identification et de caractérisation des pathogènes. Les objectifs sont d'améliorer la rapidité, la précision, l'exhaustivité ou encore la sensibilité de ces méthodes. Le poste vient renforcer nos capacités scientifiques pour l'analyse des données de séquençage haut-débit et la mise en œuvre de nouvelles stratégies de détection des pathogènes alimentaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de département, le titulaire du poste exercera ses fonctions au sein d'une mission transversale composée de 6 agents bio-informaticiens et statisticiens fonctionnant en mode projet au sein du département. Sous l'autorité hiérarchique du responsable de mission et en étroite coopération avec les autres structures du département, le chargé de projet sera responsable de la bonne exécution des stratégies d'analyse génomiques définies conjointement avec les responsables de projet. Ces projets feront appel aux données de séquençage haut-débit en lien avec les plates-formes NGS (séquençage) et PCR haut-débits de l'Anses.
D'autre part, le chargé de projet devra s'impliquer dans les actions d'animation scientifiques et techniques sur son champ de compétence au sein du laboratoire.

Activités

Le titulaire sera impliqué dans les différents projets pour la réalisation d'objectifs de son domaine de compétence. Il intervient plus particulièrement pour ;

i) Documenter la variation génomique au sein des espèces bactériennes d'intérêt pour le laboratoire avec notamment dans un premier temps, deux axes principaux d'investigation sur *Salmonella* et *Listeria ;*
ii) Explorer les mécanismes responsables de la virulence et lier les variations génétiques mesurées aux données phénotypiques des pathogènes et à leur dynamique épidémiologique ;
iii) Identifier et tester de nouvelles stratégies de typage moléculaire ;
iv) Assurer l'animation scientifique et technique de la thématique NGS/WGS au sein du département.

Les activités menées devront s'inscrire dans le respect des procédures qualité. Le titulaire participera à la formation et à l'encadrement technique des stagiaires /doctorants français ou étrangers.

Conditions particulières

Etat de santé compatible avec la manipulation de pathogène de classe 2 et 3.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Diplôme Bac+5 en microbiologie, une thèse dans le domaine de la génomique bactérienne serait appréciée.

Expériences similaires

Une expérience avérée d'au moins 3 ans minimum en thèse ou de 2 ans minimum en post-doc dans le domaine de la génomique bactérienne est indispensable.

Compétences

- Maîtrise de l'administration et exploitation de systèmes Linux
- La connaissance de logiciels tels que BLAST, FASTQC, PRINSEQ, VELVET, BOWTIE, BWA, SOAP, SAMtools, BCFtools, TABLET est souhaitée
- Utilisation de gestionnaire de workflow comme galaxy
- Bonne connaissance des bases de données biologiques publiques
- Capacité à s'approprier les différents projets de recherche issus du département
- Force de proposition pour identifier les axes à développer
- Aptitude au dialogue avec les scientifiques et ingénieurs des équipes portant les projets et avec les ressources bio-informatiques et statistiques au sein de la mission
- Volonté forte de travailler de manière transversale
- Motivation pour mener une recherche appliquée dans le secteur de la santé publique et de l'épidémiologie
- Bonne aptitude à la communication.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er février 2015

Renseignements sur le poste : Michel-Yves Mistou Chef du département 01 49 77 13 11 ou michel-yves.mistou@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-128 **à :** recrutement@anses.fr

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)
2 rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Direction des échanges et de l'agriculture

Economiste senior - Analyste des politiques publiques (F/H)
Mise à disposition par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Catégorie : A+/A Poste disponible à partir du 1er mars 2015	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	
Mission de la structure	L'OCDE est une organisation internationale regroupant 34 pays dont la France. Elle fournit des données statistiques, réalise des analyses économiques, compare les politiques et formule des recommandations sur les meilleures politiques à mener. L'OCDE occupe une place importante dans le débat économique et politique : les discussions qui y sont menées préfigurent souvent le contenu des négociations internationales. La direction des échanges et de l'agriculture traite de l'agriculture sous tous ses angles clés, notamment l'analyse des politiques et des marchés agricoles, des échanges commerciaux, du développement et de l'environnement. Les travaux de cette direction visent à définir des politiques agricoles qui permettent d'atteindre les objectifs nationaux de manière efficace, efficiente et durable sans créer plus de distorsions sur les échanges que nécessaire.
Objectifs du poste	L'économiste senior recruté sera affecté(e) dans la division agriculture et environnement de la direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE. En fonction de son profil et de ses compétences, il/elle sera chargé(e) de mener des analyses portant majoritairement sur des domaines stratégiques d'intérêt commun entre l'OCDE et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, en mettant à profit son champ d'expertise reconnu.
Missions	Au sein de son équipe de rattachement, le titulaire du poste : - Mènera des analyses des politiques agricoles en cohérence avec le programme de travail de la direction des échanges et de l'agriculture et en tenant compte des orientations stratégiques conjointement identifiées par le MAAF et l'OCDE ; - Contribuera notamment à l'une des deux activités suivantes : a. Le projet intitulé « Planification de l'utilisation des sols et services écosystémiques », dont l'objectif est d'analyser les approches appliquées par les pouvoirs publics pour gérer les services écosystémiques associés à l'utilisation agricole des terres dans les pays de l'OCDE. b. Les activités portant sur l'analyse de la durabilité de la productivité agricole. Ces activités incluent des travaux sur le calcul et la comparaison de la productivité globale des facteurs (PGF) et de la PGF ajustée pour l'environnement ainsi que des travaux de revue par pays des politiques affectant l'évolution de la productivité agricole et sa durabilité. - Contribuera, en fonction des besoins de la direction, à certains travaux du G20 relatifs aux indicateurs de durabilité en agriculture, ou à certains travaux portant sur la dimension environnementale de la sécurité alimentaire en Asie du Sud-Est ; - Appuiera la préparation et les étapes initiales de la définition du programme de travail 2017-2018 de l'OCDE sur les questions environnementales liées au secteur agricole ; - Participera et apportera son soutien aux réunions de l'organisation portant sur les questions relatives à l'agriculture et à l'environnement, notamment celles du comité de l'agriculture et de ses organes subsidiaires ; - Etablira et maintiendra des contacts réguliers avec les experts, tant au niveau national qu'international, et avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales travaillant dans les domaines susmentionnés ; - Participera, en fonction des besoins, à des réunions internationales.
Profil recherché	**Formation :** Diplôme universitaire de niveau supérieur en économie ou en analyse des politiques publiques (si possible doctorat). **Expérience professionnelle :** - Expérience dans le domaine de la recherche académique ; - Expertise de haut niveau dans un domaine des sciences économiques, de préférence en économie de l'environnement ou en économie agricole ; - Une expérience professionnelle dans l'administration sur un poste en lien avec l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles serait un atout ;

	- Une expérience professionnelle ou académique portant sur l'une des deux principales activités identifiées dans la mission du poste serait très appréciée. **Langues :** Excellentes capacités de communication écrite et orale en anglais. **Compétences clés :** - Excellente aptitude à réaliser des analyses tant quantitatives que qualitatives ; - Autonomie, respect des délais et esprit d'initiative. Aptitude à faire des propositions pour de nouveaux domaines de recherche ; - Aptitude à contribuer à des discussions relatives à l'action publique, à établir et à maintenir des contacts avec les experts et spécialistes appropriés aux niveaux national et international ; - Très bonne capacité d'organisation et aptitude à gérer efficacement les tâches à effectuer et à contribuer aux travaux des autres administrateurs ; - Aptitude à travailler efficacement dans un environnement pluriculturel ; - Excellente aptitude à communiquer par écrit et oral avec clarté et concision.
Durée du poste envisagée	2 ans prolongeable deux fois 1 an.
Personnes à contacter	- Andrée SONTOT, Chef du bureau des politiques commerciales et extérieures communautaires (BPCEC). MAAF-DGPAAT-SRI-SDAE - Tél. : +33 (0)1.49.55.45.30 andree.sontot@agriculture.gouv.fr - Vanina FORGET, Chargée de mission OCDE au BPCEC MAAF-DGPAAT-SRI-SDAE - Tél. : +33 (0)1.49.55.45.06 vanina.forget@agriculture.gouv.fr - Guilhem BRUN, Sous-directeur des affaires européennes. MAAF-DGPAAT-SRI - Tél. : + 33 (0)1.49.55.45.57 guilhem.brun@agriculture.gouv.fr Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPAAT -SRI -Bureau des échanges et de la promotion, à Colette Bourjoux, colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)
12, RUE HENRI ROL-TANGUY - 93100 MONTREUIL
(métro St Mandé ou RER ligne A - Vincennes)

Gestionnaire des aides nationales et communautaires (F/H)

N° du poste : **Catégorie : B/B+**	
Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction (PFR) : 4 (Secrétaire administratif ou grade équivalent)**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et des Outre-mer. Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer. Les services de l'Office comprennent 39 personnes installées à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer de l'INAO et du SSP (MAAF).
Objectifs du poste	**Gestion des aides communautaires (POSEI) :** - Réseaux de référence ; - Assistance technique ; - Suppléance de la gestion des aides IAV (Importation des animaux vivants) et RSA (régime spécifique d'approvisionnement). **Organisation des comités sectoriels et séminaire.**
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Gestion des aides communautaires : réseau de référence et assistance technique :** - Suivi des conventions cadres, annuelles et textes d'engagement ; - Instruction, liquidation et suivi des dossiers en relation avec les bénéficiaires et l'agence comptable ; - Etablissement des états de liquidations, des mandats et décisions ; - Notification des paiements aux bénéficiaires et à la DAAF ; - Contrôle du reversement des aides ; - Contribution à la préparation des contrôles sur place, prise en compte des conclusions dans le traitement des dossiers ; - Contribution à l'élaboration des guides de procédures. **Organisation et suivi de deux comités sectoriels élevage et végétal :** - Organisation administrative et logistique des comités sectoriels ; - Elaboration des textes d'engagements des dépenses ; - Ordonnancement des dossiers de paiements. **Organisation et suivi du séminaire Ecophyto (tous les deux ans) :** - Organisation logistique du séminaire en lien avec la DGAL ; - Elaboration des textes d'engagements des dépenses ; - Ordonnancement des dossiers de paiements ; - Participation au compte-rendu d'exécution financière. **Suppléance dans la gestion des aides communautaires (RSA et IAV) :** **- Délivrance des certificats d'importation (RSA) :** - Contrôle de complétude du dossier électronique ; - Vérification de la régularité de la demande de certificat ; - Validation de la délivrance des certificats ; - Gestion des habilitations des opérateurs - suivi du registre. **- Instruction des dossiers de paiement des aides (RSA – IAV) :** - Contrôle de complétude et de l'éligibilité du bénéficiaire ; - Instruction, liquidation et suivi du dossier en relation avec les bénéficiaires et DAAF, l'agence comptable ; - Etablissement des états de liquidations, des mandats et décisions ; - Notification des paiements aux bénéficiaires et à la DAAF.

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Bénéficiaires, organisations professionnelles, Direction de l'Agroalimentaire de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) agence comptable, ONEMA, Ministères chargés de l'agriculture (MAAF) et des outre-mer (MOM), chef de service, adjoint et chefs de pôle.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Appliquer la réglementation communautaire et les règles de gestion en vigueur ;
- Respecter les procédures d'instruction ;
- Maîtriser des outils bureautiques de base (excel, word, Access).</td><td>- Autonomie ;
- Rigueur et méthodologie dans le traitement des dossiers ;
- Capacité rédactionnelle ;
- Organisation et planification des tâches.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Madame Valérie GOURVENNEC, Cheffe du service Productions de diversification - Tél. : 01.41.63.19.44
valerie.gourvennec@odeadom.fr
M. Jean LARROQUE, Secrétaire général - Tél. : 01.41.63.19.74
jean.larroque@odeadom.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
Unité sous-régionale de coordination de la lutte contre la fièvre aphteuse à Astana (Kazakhstan)

Assistant technique (F/H)

<table>
<tr><td colspan="3">Catégorie : A+
Poste vacant au 1er janvier 2015</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel catégorie A : 3</td><td></td></tr>
<tr><td>Missions de la structure</td><td colspan="2">L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont reconnues par l'Organisation mondiale du commerce.
L'OIE, alors « Office international des épizooties », fut créé le 25 janvier 1924. Son siège est à Paris. Il compte 180 pays Membres et dispose de 12 Représentations régionales et sous-régionales sur tous les continents. En 2013, une Unité sous-régionale de coordination de la lutte contre la fièvre aphteuse de l'OIE a été ouverte à Astana (Kazakhstan).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité du Directeur général et sous la supervision du Représentant régional de l'OIE à Moscou, le candidat aura avec le Responsable de l'Unité la responsabilité de mettre en œuvre les programmes de l'OIE dans la région. Il sera plus particulièrement chargé du pilotage des actions engagées dans le cadre de la feuille de route régionale de lutte contre la fièvre aphteuse (WestEurasia FMD Roadmap) et d'organiser le Secrétariat du Comité afférent. Ce programme stratégique s'inscrit dans le cadre de la politique mondiale de lutte contre la fièvre aphteuse, avec comme objectif prioritaire la reconnaissance officielle par l'OIE des programmes de maîtrise de la fièvre aphteuse préparés par ces pays avec l'appui du Poste, avec pour perspective la reconnaissance officielle des zones et des pays indemnes avec puis sans vaccination.
Autre activité prioritaire pour le titulaire du poste, la création d'une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse au bénéfice des pays de la sous-région.</td></tr>
<tr><td>Descriptif des activités</td><td colspan="2">- Suivi des relations techniques avec les pays membres de la sous-région ainsi qu'avec les partenaires institutionnels et scientifiques du réseau ;
- Suivi technique et budgétaire des autres programmes d'activités de l'OIE dans la sous-région ;
- Outre la fièvre aphteuse (cf. supra), mise en œuvre des programmes de l'OIE de renforcement des capacités des Services vétérinaires des Pays Membres de l'OIE de la sous-région (processus PVS de l'OIE et missions d'appui ciblées…), programme mondial pour une meilleure gouvernance vétérinaire ;
- Appui technique et logistique aux programmes de formation régionaux y compris ceux organisés par la Représentation de Moscou.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">L'Assistant technique travaillera en relation constante avec le Siège de l'OIE, notamment le Service des actions régionales. Il devra également développer, puis entretenir, des relations professionnelles étroites avec les Services Vétérinaires de la région.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Docteur vétérinaire ;
- Parfaite maîtrise de l'anglais (à l'écrit et à l'oral). Des notions de russe seraient un atout.</td><td>- Expérience d'au moins 10 ans en santé
publique vétérinaire ;
- Expérience internationale confirmée ;
- Fortes capacités d'adaptation ;
- Aptitude au travail en équipe ;
- Bonnes capacités rédactionnelles.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Jean-Luc ANGOT, Directeur général adjoint de l'alimentation – Tél. : 01.49.55.81.77
jean-luc.angot@agriculture.gouv.fr
- Loïc EVAIN, DGAL, Sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales – Tél. : 01.49.55.81.20
loic.evain@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

FICHE DE POSTE

Premier ministre
Secrétariat Général des Affaires Européennes (SGAE)
http://www.sgae.gouv.fr

Le SGAE (**http://www.sgae.gouv.fr/**) est le service du Premier ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes et les activités de l'OCDE. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne et à l'OCDE.

Un poste d'adjoint auprès du chef de secteur «Industrie - Télécommunications - Postes - Société de l'information - Environnement - Energie – Compétitivité – Recherche – Espace (ITEC)» est à pourvoir à partir de début septembre 2014.

Ce poste est proposé dans le cadre d'une **mise à disposition** à un agent de catégorie A (attaché, ingénieur, ou assimilé).

Attributions :

Le titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de secteur, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, chargé de la coordination interministérielle des dossiers relatifs à l'environnement et plus particulièrement :

- la protection de la nature et des espèces, la biodiversité
- la qualité de l'eau et des milieux aquatiques,
- la responsabilité environnementale et l'évaluation environnementale,
- le suivi de transposition des directives et le précontentieux correspondants,
- le développement durable,
- les OGM,
- la protection des sols.

Dans son secteur d'activité, il aura à assurer le suivi des calendriers de négociation, la coordination des positions françaises, l'établissement de notes d'orientation et de notes d'instructions à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne et de réponses à la Commission européenne après concertation des départements ministériels, la préparation de réunions interministérielles d'arbitrage et la rédaction de leurs comptes-rendus, l'élaboration de notes de synthèse et de position pour divers types de dossiers, la participation éventuelle à des réunions organisées par le Conseil de l'Union européenne ou le cabinet du Premier ministre, ainsi que le suivi des transpositions des directives et des précontentieux correspondants ou liés à la mise en œuvre du droit de l'Union européenne, dossiers dont il est à noter qu'il constituent une part importante de la charge de travail associée à ce poste. Il devra être prêt à faire face à une charge de travail soutenue, à des échéances strictes et rapprochées, à des contraintes d'agenda, et à organiser et prioriser son travail, de manière responsable, en fonction de ces échéances.

Profil souhaité :

Le candidat doit posséder une formation scientifique ou technique, et/ou une bonne connaissance voire une pratique des mécanismes communautaires. Des connaissances juridiques seraient un atout.

Le candidat doit présenter les qualités suivantes :

- aptitude à la négociation et la coordination interministérielle ;
- goût du contact ;
- sens du dialogue, de l'écoute et de l'initiative ;
- bon esprit de synthèse ;
- capacité à rédiger avec clarté et précision et à proposer, sous délais contraints, des solutions adaptées à des problématiques diversifiées ;

- capacité à s'investir rapidement sur des sujets variés ;
- bonne connaissance de l'anglais ;
- bonne maîtrise des outils informatiques.

Les agents intéressés sont invités à **adresser leur CV** à Mme Martine Dugrenier, chargée des ressources humaines, du budget et de la logistique par courriel : martine.dugrenier@sgae.gouv.fr.

Tout renseignement complémentaire concernant le poste peut être obtenu auprès de
M. Philippe Lucas, chef du secteur ITEC (☎ : 01 44 87 10 33)